



Extractive Industries
Transparency Initiative

Formation sur la lutte contre la corruption

Divulcation des octrois de licences, de contrats et de la propriété effective

Septembre 2022

La norme mondiale pour la bonne gouvernance
des ressources pétrolières, gazières et minières.



Ce dont nous allons discuter aujourd'hui

- I. L'utilisation des données pour renforcer les efforts de lutte contre la corruption : les licences
- II. L'utilisation des données des licences pour identifier les risques de corruption
- III. L'utilisation des données de la propriété effective : un élément essentiel pour lutter contre la corruption
- IV. L'utilisation des données de la propriété effective pour identifier les risques de corruption

Ces séances sont rendues possibles grâce au soutien généreux de



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

I. L'utilisation des données pour renforcer la lutte contre la corruption : les licences

■ Cadre et régime juridiques

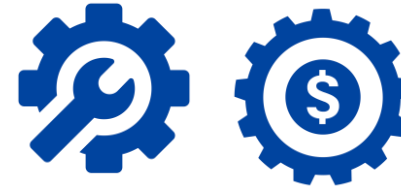


Cadre et réformes juridiques et fiscaux

■ Processus d'octroi de contrats et de licences



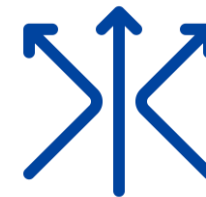
Processus d'octroi ou de transfert de licences



Critères techniques et financiers



Informations sur les destinataires



Déviations éventuelles

■ Registre des licences



Titulaires de licences



- Coordonnées



- Date de demande
- Date d'attribution
- Durée de la licence

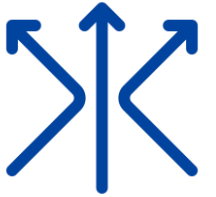


- Matière première produite

Signaux d'alarme qui pourraient être identifiées avec ces données

Des accords préférentiels avec le gouvernement

- L'essor ou l'effondrement soudain des affaires d'une entreprise lors d'un changement de gouvernement, suggère les relations politiques dissimulées de son propriétaire ont été la clé de sa réussite.
- Une entreprise se voit octroyer un contrat ou une licence du gouvernement pour laquelle est ne semble pas qualifiée au vu de ses antécédents, de son ancienneté ou de ses responsables et actionnaires relativement inconnus et inexpérimentés.
- Une entreprise se voit octroyer un contrat ou une licence, ou une autre faveur – par exemple, un congé fiscal ou une exemption de droits d'importations – que les fonctionnaires du gouvernement qui l'attribue offrent généralement à titre de parrainage.
- Une entreprise autochtone non qualifiée, dont les liens avec les fonctionnaires sont peut clairs, se voit octroyer un contrat ou une licence du gouvernement, prétendument aux fins de sa conformité aux lois ou aux politiques nationales de « contenu local ».
- Une entreprise signe un accord à un prix réduit ou sur la base d'une source unique, en dehors des processus normaux d'enchères concurrentielles ou d'approvisionnement.
- Le gouvernement ne rend pas l'accord public.



L'utilisation des données pour identifier les risques de corruption

eiti

II. Les données de la propriété effective : un élément essentiel pour lutter contre la corruption



Registre ouvert des bénéficiaires effectifs de la ou des entité(s)

- qui demandent ou détiennent une participation dans l'exploration ou la production

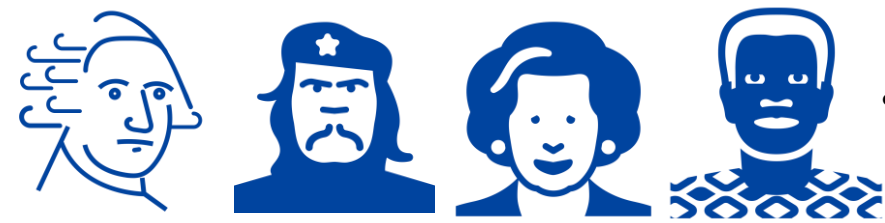
Les informations sur l'identité du bénéficiaire effectif doivent inclure le nom du bénéficiaire effectif, la nationalité et le pays de résidence, ainsi que l'identification de toute personne politiquement exposée.



- Pays d'origine



- Pays de résidence



- Personne politiquement exposée

Approches en matière d'identification des risques

Signaux d'alarme indiquant des bénéficiaires effectifs dissimulés

Source : *OwnIng Up: Options for Disclosing the Identities of Beneficial Owners of Extractive Companies* (Assumer sa responsabilité : les options de divulgation de l'identité des bénéficiaires effectifs d'entreprises extractives), Sayne, Westenberg et Shafai (2015, 9)

Des rumeurs sur le marché

- Des rumeurs circulent selon lesquelles, malgré les apparences, une entreprise est en réalité l'entreprise d'une personne donnée, ou est « liée » ou « proche » d'une personne politiquement exposée.
- Un reportage, un rapport d'ONG ou une affaire judiciaire fait des allégations similaires.
- Les acteurs ou les fonctionnaires de l'industrie ne discuteront pas de l'identité du propriétaire d'une entreprise.
- Une personne physique, une entreprise ou un réseau d'entreprises peu connu(e) ne cesse d'apparaître dans différents accords, ce qui suggère qu'un bénéficiaire effectif détient des participations dans chacune d'elles.

Signaux d'alarme indiquant des bénéficiaires effectifs dissimulés

Une non-conformité aux règles et normes de l'industrie non sanctionnée par le gouvernement

Le gouvernement ne sanctionne pas l'entreprise pour les types de non-conformité suivants :

- Une entreprise ne soumet pas les dossiers requis.
- Une entreprise enfreint régulièrement les réglementations opérationnelles.
- Une entreprise ne s'acquitte jamais de ses obligations contractuelles dans leur intégralité ou abandonne un projet inachevé et hors budget.
- Un paiement insuffisant ou une absence d'évaluation des taxes et/ou des frais.

Des relations commerciales douteuses

- Une entreprise s'engage dans des transactions de haute valeur sans justification commerciale évidente.

L'utilisation des données de la propriété effective pour identifier les risques de corruption

eiti